

Mairie de VEZ

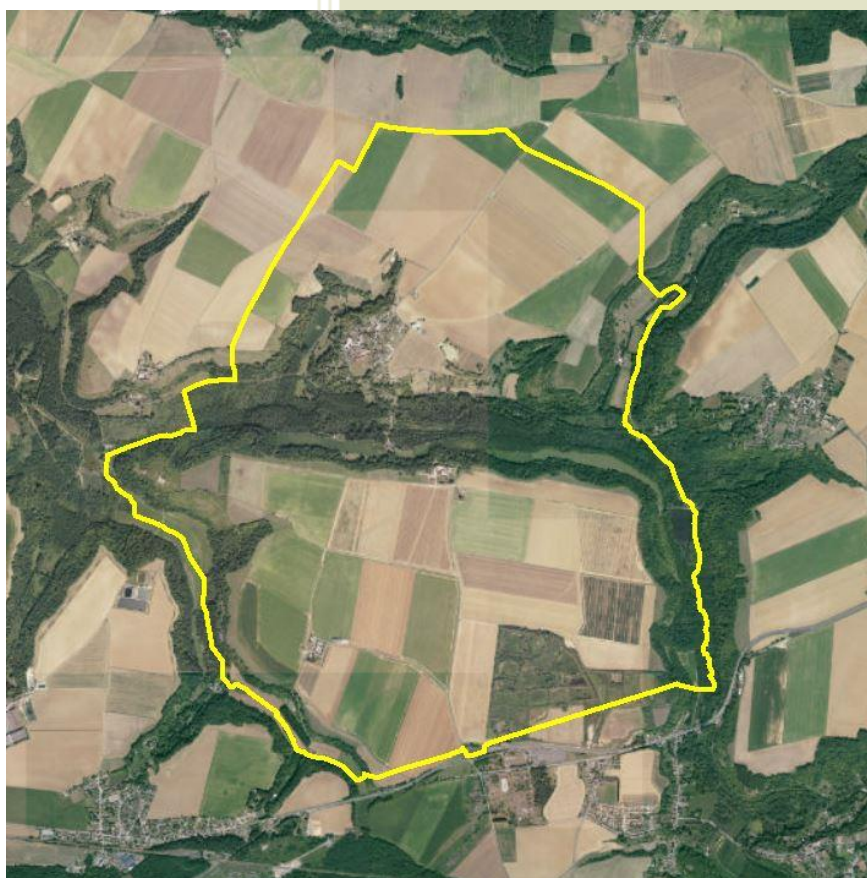
21 Rue de la Croix Rebours

60117 VEZ

PLAN LOCAL D'URBANISME

COMMUNE DE VEZ

6.1 - RECUEIL DES SERVITUDES



*Vu pour être annexé à la
délibération d'arrêt du
projet de PLU par le Conseil
Municipal en date du :
___/___/2021*

II LES SERVITUDES

La commune de Vez est concernée par les servitudes d'utilité publique suivantes :

AC1 : Servitudes de protection des monuments historiques classés et inscrits

AS1 : Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables et minérales

I3 : Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport et de distribution de gaz

I4 : Servitudes relatives à l'établissement de canalisations électriques

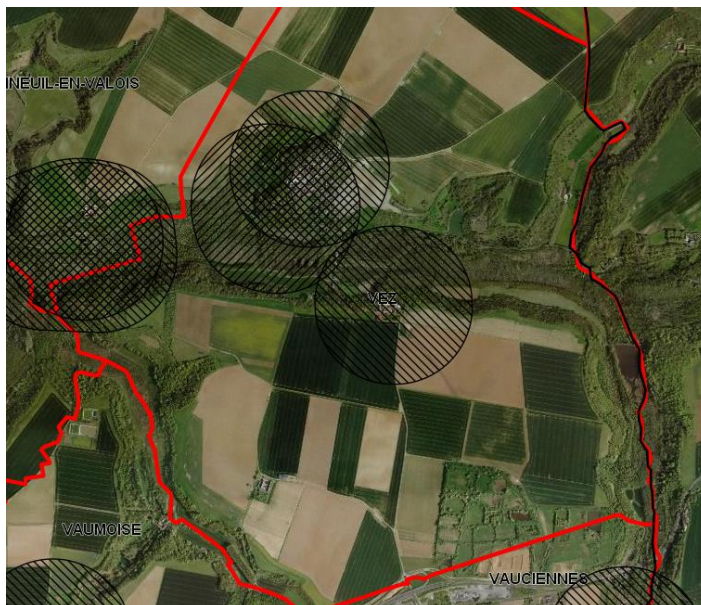
PT1 : Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection des centres de réception contre les perturbations électromagnétiques

PT2LH : Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre liaison hertzienne.

II.1 AC1 : SERVITUDES DE PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES CLASSES ET INSCRITS

La commune de Vez compte trois Monuments Historiques qui génèrent des périmètres de protection au sein desquels l'ABF émet un avis sur les projets de construction :

- La Ferme de Saint-Mard : les façades et toitures du bâtiment à tourelles sont inscrites par arrêté du 23 février 1951.
- L'église Saint-Martin-et-Saint-Léonard : inscrite par arrêté du 3 avril 1926.
- Le château : classé par arrêté du 13 juin 1904.

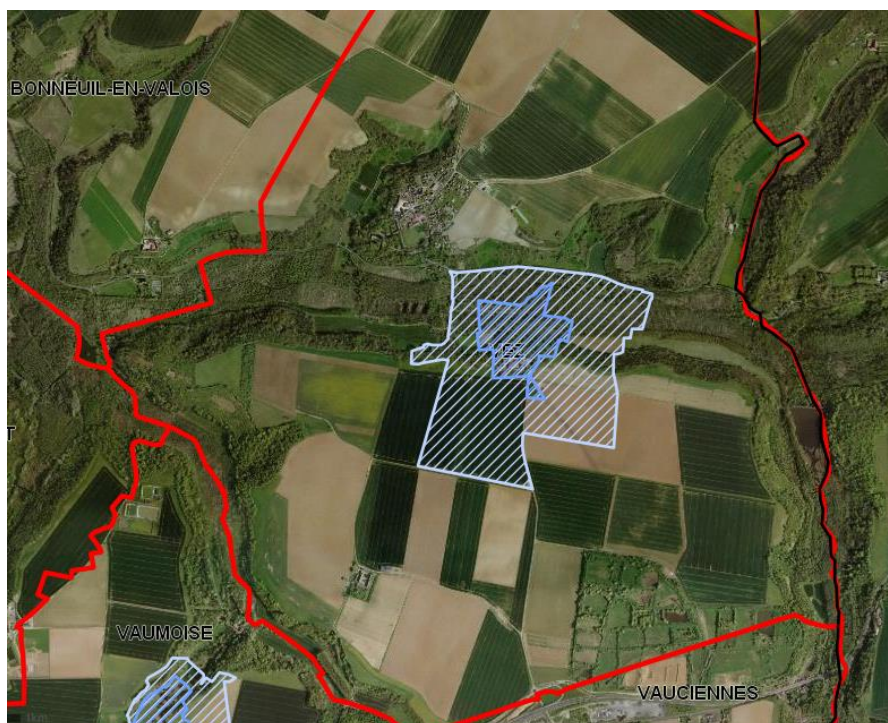


La commune de Vez est également concernée par les périmètres de protection des Monuments historiques situés à Bonneuil-en-Valois :

- L'abbaye du Lieu Restauré : classée par arrêté du 12 avril 1965

II.2 AS1 : SERVITUDES RESULTANT DE L'INSTAURATION DE PERIMETRES DE PROTECTION DES EAUX POTABLES ET MINERALES

La commune de Vez est concernée par les périmètres de protection éloigné et rapproché du point de captage d'alimentation en eau potable situé sur son territoire.



II.3 I3 : SERVITUDES RELATIVES A L'ETABLISSEMENT DES CANALISATIONS DE TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION DE GAZ

Des ouvrages de transport de gaz naturel traversent la partie sud du territoire. Il s'agit d'une canalisation de gaz haute pression en service.

Les parcelles traversées par cet ouvrage sont grevées d'une bande de servitude dite « non-aedificandi ».



II.4 I4 : SERVITUDES RELATIVES A L'ETABLISSEMENT DE CANALISATIONS ELECTRIQUES

Des ouvrages de transport d'énergie électrique sont implantés sur le territoire communal. Il s'agit de :

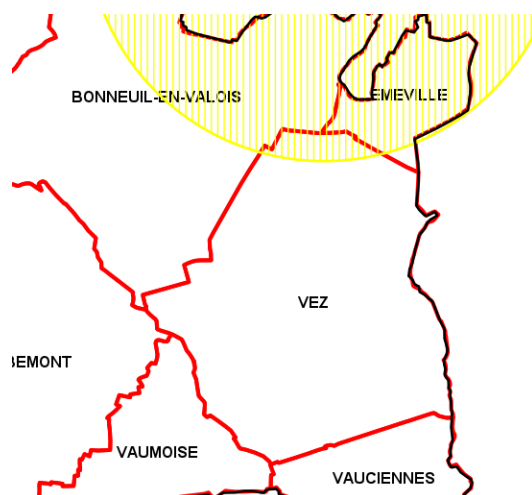
- la ligne électrique aérienne à 1 circuit 63000 volts Russy-Villers-Cotterêts.



II.5 PT1 : SERVITUDES RELATIVES AUX TRANSMISSIONS RADIOELECTRIQUES CONCERNANT LA PROTECTION DES CENTRES DE RECEPTION CONTRE LES PERTURBATIONS ELECTROMAGNETIQUES

Des servitudes de protection des centres de réception radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques, instaurées le 16 juin 1961, concernent la frange nord du territoire, en lien avec la station :

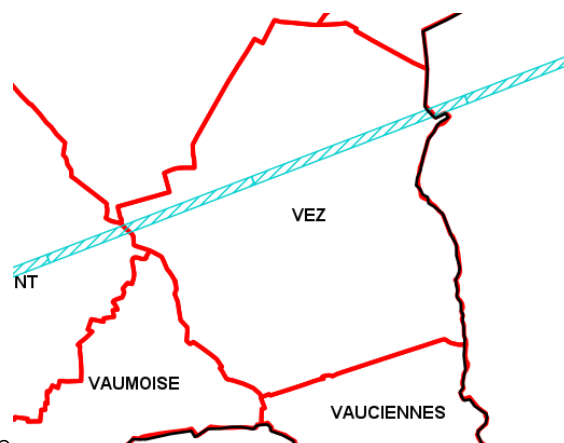
- Haramont – N° ANFR 0020080010

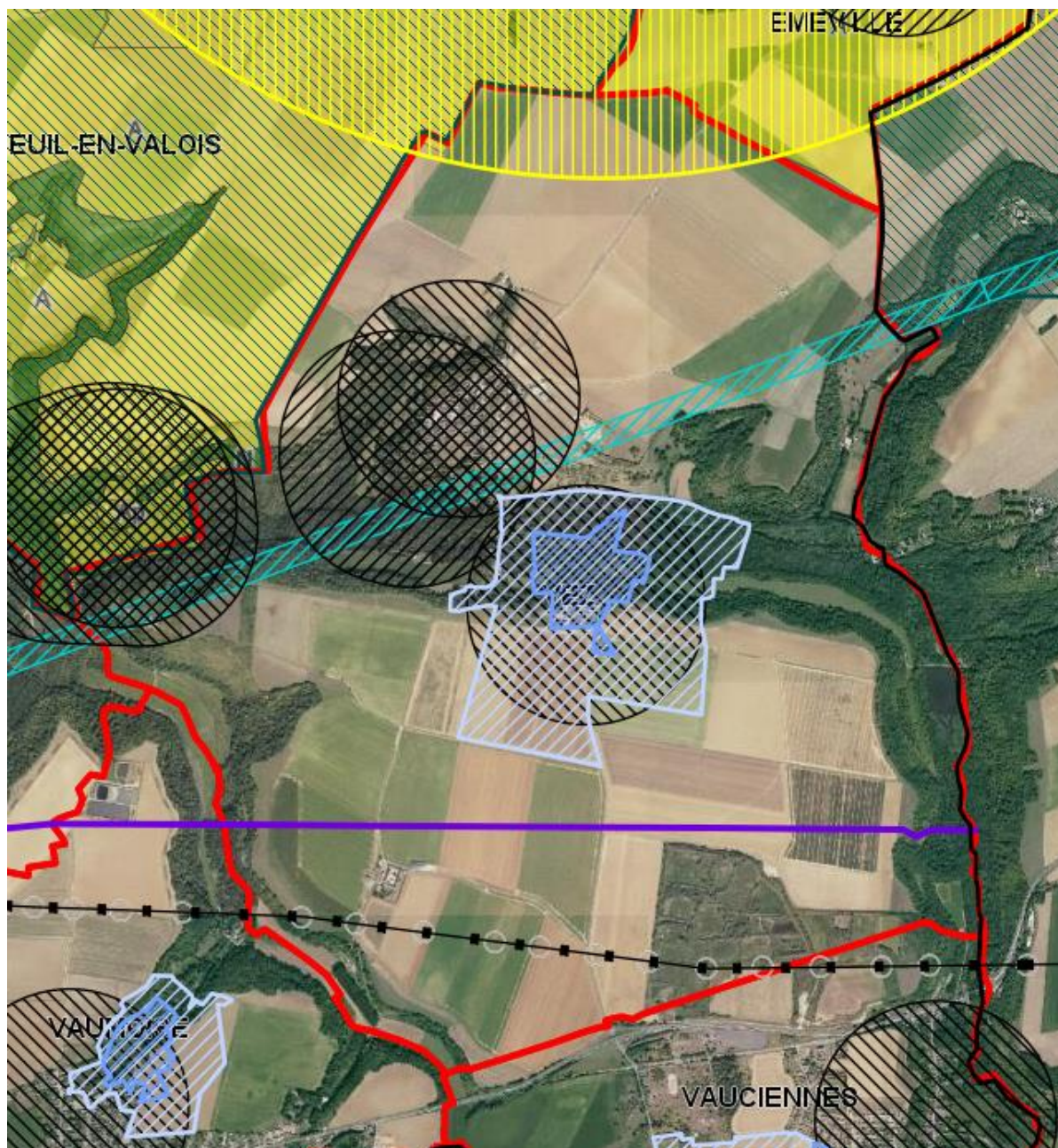










II.6 PT2LH : SERVITUDES RELATIVES AUX TRANSMISSIONS RADIOELECTRIQUES CONCERNANT LA PROTECTION CONTRE LIAISON HERTZIENNE

Des servitudes relatives aux liaisons hertziennes concernant la protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception, instaurées le 26 janvier 1984, s'appliquent sur une partie du territoire de Vez, en lien avec la station :

- Vivières.Allée du Roy – N° ANFR 0020220002





- (AC1) Périmètres de protection des Monuments Historiques
-  classés
 -  inscrits
 -  (AS1) Périmètre de protection Rapproché captage AEP
 -  (AS1) Périmètre de protection Eloigné captage AEP
 -  (I4) Lignes électriques
 -  (I3) Réseau de Transport de Gaz
 -  (PT2LH) SUP de protection contre obstacle pour liaison hertzienne
 -  (PT1) SUP de protection contre perturbation électromagnétique

Servitudes - Source : <http://cartelie.application.developpement-durable.gouv.fr/cartelie>

ARRIVEE

- 3 NOV. 2015

D.D.T SAUE

Le Directeur général

Direction de la Santé Publique
Sous-Direction de la Sécurité Sanitaire
Service Santé Environnement

Affaire suivie par : Maurice Bily
Courriel : ars-picardie-sante-environnement@ars.sante.fr
maurice.bily@ars.sante.fr

Téléphone : 03. 44.89.61.40

Télécopie : 03. 44.89.61.44

Réf : urbanisme/plu/pac

PJ : 2

Date : - 3 NOV. 2015

Objet : collecte des informations en vue du porter à connaissances
Elaboration du Plan Local d'Urbanisme de VEZ

Monsieur le Directeur Départemental
Des Territoires de l'Oise
Service de l'Aménagement, de l'Urbanisme
Et de l'Energie
40, rue Jean Racine
BP 317
60021 BEAUVAIS CEDEX

Par lettre en date du 13 octobre 2015, vous me demandiez de vous faire connaître toutes les contraintes supracommunales et toutes les informations utiles à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de VEZ.

Je vous prie de trouver ci-joint le porter à connaissances relatif à ce plan.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que je souhaite que mes services soient associés à cette élaboration.

Pour le Sous Directeur de la Sécurité Sanitaire,
Par délégation
Le Responsable de Service Santé
Environnement de l'Oise


Benjamin VIN

Ingénieur du Génie Sanitaire

PORTER A CONNAISSANCE
Commune de VEZ

ALIMENTATION EN EAU DESTINEE A LA CONSOMMATION HUMAINE

Commune alimentée par le captage de VEZ

Déclaration d'utilité publique du 11 juillet 1988.

Préconisations :

- La cohérence entre la DUP (périmètres de protection) et le PLU devra être vérifiée. La DUP et ses servitudes seront intégrées dans les annexes sanitaires du PLU.

GESTION DES EAUX USEES ET PLUVIALES :

La cohérence du zonage d'assainissement avec le PLU doit être vérifiée. Ce zonage doit figurer dans les annexes sanitaires du PLU.

BRUIT :

En référence à la loi Solidarité et Renouvellement Urbains (**SRU**) ce projet doit assurer«la réduction des nuisances sonores et la prévention des pollutions et des nuisances de toute nature » (**article L 121-1 du code de l'urbanisme**).

Une attention toute particulière doit être portée à la juxtaposition de limites de zones acoustiquement incompatibles.

QUALITE DE L'AIR :

Mieux maîtriser et réduire l'exposition à la pollution de l'air extérieur est une nécessité compte tenu de l'impact reconnu sur la santé humaine (asthme, allergie ...) ; la mise en œuvre du PLU doit être l'occasion d'une réflexion sur la prise en considération de cet aspect de la santé publique (ex : création d'une zone d'habitat sous influence de vents dominants provenant d'une zone industrielle).

01292X0011

avis géol 01.09.1986
D.U.P 11.07.1988
ins.aux hypot 27.12.1988

VEZ

VEZ

Sid

Ch

66,4

67,9

108,3

114,3

118,8

121,6

126,5

128,5

129,5

131,5

133,5

135,5

137,5

139,5

141,5

143,5

145,5

147,5

149,5

151,5

153,5

155,5

157,5

159,5

161,5

163,5

165,5

167,5

169,5

171,5

173,5

175,5

177,5

179,5

181,5

183,5

185,5

187,5

189,5

191,5

193,5

195,5

197,5

199,5

201,5

203,5

205,5

207,5

209,5

211,5

213,5

215,5

217,5

219,5

221,5

223,5

225,5

227,5

229,5

231,5

233,5

235,5

237,5

239,5

241,5

243,5

245,5

247,5

249,5

251,5

253,5

255,5

257,5

259,5

261,5

263,5

265,5

267,5

269,5

271,5

273,5

275,5

277,5

279,5

281,5

283,5

285,5

287,5

289,5

291,5

293,5

295,5

297,5

299,5

301,5

303,5

305,5

307,5

309,5

311,5

313,5

315,5

317,5

319,5

321,5

323,5

325,5

327,5

329,5

331,5

333,5

335,5

337,5

339,5

341,5

343,5

345,5

347,5

349,5

351,5

353,5

355,5

357,5

359,5

361,5

363,5

365,5

367,5

369,5

371,5

373,5

375,5

377,5

379,5

381,5

383,5

385,5

387,5

389,5

391,5

393,5

395,5

397,5

399,5

401,5

403,5

405,5

407,5

409,5

411,5

413,5

415,5

417,5

419,5

421,5

423,5

425,5

427,5

429,5

431,5

433,5

435,5

437,5

439,5

441,5

443,5

445,5

447,5

449,5

451,5

453,5

455,5

457,5

459,5

461,5

463,5

465,5

467,5

469,5

471,5

473,5

475,5

477,5

479,5

481,5

483,5

485,5

487,5

489,5

491,5

493,5

495,5

497,5

499,5

501,5

503,5

505,5

507,5

509,5

511,5

513,5

515,5

517,5

519,5

521,5

523,5

525,5

527,5

529,5

531,5

533,5

535,5

537,5

539,5

541,5

543,5

545,5

547,5

549,5

551,5

553,5

555,5

557,5

559,5

561,5

563,5

565,5

567,5

569,5

571,5

573,5

575,5

577,5

579,5

581,5

583,5

585,5

587,5

589,5

591,5

593,5

595,5

597,5

599,5

601,5

603,5

605,5

607,5

609,5

611,5

613,5

615,5

617,5

619,5

621,5

623,5

625,5

627,5

629,5

631,5

633,5

635,5

637,5

639,5

641,5

643,5

645,5

647,5

649,5

651,5

653,5

655,5

657,5

659,5

661,5

663,5

665,5

667,5

669,5

671,5

673,5

675,5

677,5

679,5

681,5

683,5

685,5

687,5

689,5

691,5

693,5

695,5

697,5

699,5

701,5

703,5

705,5

707,5

709,5

711,5

713,5

715,5

717,5

719,5

721,5

723,5

725,5

727,5

729,5

731,5

733,5

735,5

737,5

739,5

741,5

743,5

745,5

747,5

749,5

751,5

753,5

755,5

757,5

759,5

761,5

763,5

765,5

767,5

769,5

771,5

773,5

775,5

777,5

779,5

781,5

783,5

785,5

787,5

789,5

791,5

793,5

795,5

797,5

799,5

801,5

803,5

805,5

807,5

809,5

811,5

813,5

815,5

817,5

819,5

821,5

823,5



Répertoire des servitudes radioélectriques

DEPARTEMENT : 060 COMMUNE: VEZ (60672) Type servitude: PT1 Type servitude: PT2 Type servitude: PT2LH

N°	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
1945	16/06/61	PT1	MDD	0° 0' 0"	0° 0' 0"	0.0 m	HARAMONT 0020080010	
Corts grevées : HARAMONT(02368), RETHEUIL(02644), TAILLEFONTAINE(02734), BONNEUIL-EN-VALOIS(60083), EMEVILLE(60207), MORIENVAL(60430), VEZ(60672),								

N°	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
1983	26/01/84	PT2LH	F80	49° 17' 2" N	3° 5' 41" E	0.0 m	VIVIERES/ALLÉE DU ROY 0020220002	CREPY-EN-VALOIS/BLD VICTOR HUG 0600220015
Corts grevées : HARAMONT(02368), LARGNY-SUR-AUTOMNE(02410), CREPY-EN-VALOIS(60176), FEIGNEUX(60231), RUSSY-BEMONT(60561), VEZ(60672),								



DDT de l'OISE
Service de l'Aménagement, de
l'urbanisme et de l'énergie
40 rue Jean Racine
BP20317
60021 BEAUVAIS Cedex

A l'attention de Fabien NOYE

Lettre recommandée avec A.R.

VOS RÉF.

NOS RÉF. 2015-DO-VDS-DMDTT/ETT

INTERLOCUTEUR Responsable équipe Travaux Tiers et Etudes de danger, Xavier BIOTTEAU, tél : 01 40 85 27 21

OBJET Plan Local d'Urbanisme

Gennevilliers, le 21 octobre 2015

Monsieur,

En réponse à votre courrier du 13/10/2015 concernant l'élaboration du PLU de la commune de VEZ, nous vous informons que GRTgaz exploite sur le territoire de celle-ci des ouvrages de transport de gaz naturel.

Les parcelles traversées par nos ouvrages sont grevées d'une bande de servitude dite « non-aedificandi » telle que définie dans les conventions de servitudes signées entre les propriétaires et GRTgaz et répartie selon l'annexe jointe.

Nous attirons votre attention sur le fait que le code de l'urbanisme (Art. L126-1) prévoit l'obligation pour les maires et/ou pour les autorités administratives d'annexer ou porter à connaissance les Servitudes d'Utilité Publique (SUP) affectant l'utilisation du sol relatives aux canalisations de transport gaz instituées en application de l'article R. 555-30 du code de l'environnement : soit les servitudes fortes et faibles dites « d'implantation » de l'article L. 555-27 du code de l'environnement, soit les servitudes dites « maîtrise de l'urbanisation » du 3ème alinéa de l'article L. 555-16 dudit code.

En ce qui concerne les SUP « maîtrise de l'urbanisation », prenant en compte la maîtrise des risques à proximité des canalisations de transport de gaz naturel, et à défaut d'avoir été notifiées par la préfecture de l'Essonne par voie d'arrêté, nous vous recommandons de vous rapprocher de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie (DRIEE) qui a obligation de porter à la connaissance des communes ou de leurs groupements les informations nécessaires à l'exercice de leurs compétences en matière d'urbanisme, et de fournir, notamment, les études de dangers transmises par GRTgaz.



Nous vous rappelons que nos canalisations sont soumises à l'arrêté du 5 mars 2014 portant règlement de sécurité des canalisations de transport de gaz combustible, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques.

En conséquence, nous demandons que le PLU précise de consulter « GRTgaz – Pôle Exploitation Val-de-Seine - Equipe Travaux Tiers – 2, rue Pierre Timbaud – 92238 GENNEVILLIERS CEDEX » dès lors qu'un projet de construction se situe à proximité de nos ouvrages de gaz, et ce, dès le stade d'avant-projet sommaire. Vous trouverez ci-joint un plan de situation au 1/25000^{ème} des ouvrages situés sur la commune concernée.

Enfin, nous souhaitons que soient autorisées dans le règlement d'urbanisme du PLU, les occupations et utilisations suivantes :

- Les constructions, installations et travaux nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

Nous restons à votre disposition pour le cas où vous souhaiteriez obtenir des renseignements complémentaires.

Nous vous prions de croire, Monsieur, en l'assurance de notre considération distinguée.

Xavier BIOTTEAU

Responsable de l'Équipe Travaux Tiers et Etudes de danger

A handwritten signature in black ink, appearing to read "X. Biotteau", with a horizontal line drawn underneath.

P.J. : Une carte schématique au 1/25000^{ème}
Un tableau des distances d'effets
Un tableau des servitudes dites « non-aedificandi »

N.B. : Cette réponse ne concerne que les canalisations de transport de gaz naturel haute pression exploitées par GRTgaz, à l'exclusion des conduites de distribution de GrDF ou celles d'autres concessionnaires.

DN	Lieudit	Lg D	Lg G	Ouvrage(s)
150	LE FOND DES BIERES	2,0	4,0	VILLERS COTTERETS-CREPY EN VALOIS
150	LA MARE AUX CANES	2,0	4,0	VILLERS COTTERETS-CREPY EN VALOIS
150	LE VAUBAUDRU	2,0	4,0	VILLERS COTTERETS-CREPY EN VALOIS
150	LE VAUBAUDRU	2,0	4,0	VILLERS COTTERETS-CREPY EN VALOIS
150	LE VAUBAUDRU	2,0	4,0	VILLERS COTTERETS-CREPY EN VALOIS
150	LES RONCES	2,0	4,0	VILLERS COTTERETS-CREPY EN VALOIS
150	LES RONCES	2,0	4,0	VILLERS COTTERETS-CREPY EN VALOIS
150	DESSUS DU VIEUX VALU	2,0	4,0	VILLERS COTTERETS-CREPY EN VALOIS
150	DESSUS DU VIEUX VALU	2,0	4,0	VILLERS COTTERETS-CREPY EN VALOIS
150	LA MARE AUX CANES	2,0	4,0	VILLERS COTTERETS-CREPY EN VALOIS
150	LE VAUBAUDRU	2,0	4,0	VILLERS COTTERETS-CREPY EN VALOIS
150	LE VAUBAUDRU	2,0	4,0	VILLERS COTTERETS-CREPY EN VALOIS
150	DEVANT FONTENEIL	2,0	4,0	VILLERS COTTERETS-CREPY EN VALOIS
150	LA MARE AUX CANES	2,0	4,0	VILLERS COTTERETS-CREPY EN VALOIS
150	LE FOND DES BIERES	2,0	4,0	VILLERS COTTERETS-CREPY EN VALOIS
150	LA MARE AUX CANES	2,0	4,0	VILLERS COTTERETS-CREPY EN VALOIS
150	LE VAUBAUDRU	2,0	4,0	VILLERS COTTERETS-CREPY EN VALOIS
150	LE VAUBAUDRU	2,0	4,0	VILLERS COTTERETS-CREPY EN VALOIS
150	LE VAUBAUDRU	2,0	4,0	VILLERS COTTERETS-CREPY EN VALOIS
150	LE VAUBAUDRU	2,0	4,0	VILLERS COTTERETS-CREPY EN VALOIS
150	LE VAUBAUDRU	2,0	4,0	VILLERS COTTERETS-CREPY EN VALOIS
150	LE VAUBAUDRU	2,0	4,0	VILLERS COTTERETS-CREPY EN VALOIS
150	DESSUS DE L'TANG WALU	2,0	4,0	VILLERS COTTERETS-CREPY EN VALOIS
150	VIEUX WALU ET LARRIS DU VIEUX WALU	2,0	4,0	VILLERS COTTERETS-CREPY EN VALOIS
150	MOULIN DU WALU	2,0	4,0	VILLERS COTTERETS-CREPY EN VALOIS
150	VIEUX WALU ET LARRIS DU VIEUX WALU	2,0	4,0	VILLERS COTTERETS-CREPY EN VALOIS
150	LA MAISON ROUGE	2,0	4,0	VILLERS COTTERETS-CREPY EN VALOIS
150	LA MAISON ROUGE	2,0	4,0	VILLERS COTTERETS-CREPY EN VALOIS
150	LA MAISON ROUGE	2,0	4,0	VILLERS COTTERETS-CREPY EN VALOIS
150	DEVANT FONTENEIL	2,0	4,0	VILLERS COTTERETS-CREPY EN VALOIS
150	LES VINGT ARPENTS DE FONTENEIL	2,0	4,0	VILLERS COTTERETS-CREPY EN VALOIS
150	LA MARE AUX CANES	2,0	4,0	VILLERS COTTERETS-CREPY EN VALOIS
150	LE VAUBAUDRU	2,0	4,0	VILLERS COTTERETS-CREPY EN VALOIS

TABLEAU DE SYNTHESE DES DISTANCES D'EFFETS

SCENARIO de RUPTURE de CANALISATION ENTERREE AVEC INFLAMMATION

DN	4 Bar			10 Bar			16 Bar			20 Bar			25 Bar			30 Bar			35 Bar			40 Bar			45 Bar			50 Bar			55 Bar		
	ELS L(m)	PEL L(m)	IRE L(m)	ELS L(m)	PEL L(m)	IRE L(m)	ELS L(m)	PEL L(m)	IRE L(m)	ELS L(m)	PEL L(m)	IRE L(m)	ELS L(m)	PEL L(m)	IRE L(m)	ELS L(m)	PEL L(m)	IRE L(m)	ELS L(m)	PEL L(m)	IRE L(m)	ELS L(m)	PEL L(m)	IRE L(m)	ELS L(m)	PEL L(m)	IRE L(m)	ELS L(m)	PEL L(m)	IRE L(m)			
80	5	5	5	5	5	6	5	5	7	5	5	5	5	5	6	10	5	6	10	5	6	10	5	10	15	5	10	15	5	10	15		
100	5	5	5	5	5	9	5	6	10	5	10	10	5	10	15	5	10	15	5	10	15	5	10	15	10	15	10	15	10	15	20		
125	5	5	7	5	6	10	5	8	15	5	9	15	10	10	15	20	10	15	20	10	15	20	10	15	25	10	20	10	20	30	20		
150	5	6	8	5	8	15	6	10	20	10	15	20	10	15	25	10	20	25	10	20	30	15	20	25	35	15	25	35	15	30	40		
200	5	8	15	8	15	20	10	20	30	15	20	30	15	25	35	20	30	40	20	35	50	25	40	50	25	40	55	25	40	60	45	60	
250	7	15	20	10	20	30	15	30	40	20	35	45	25	40	50	25	45	60	30	50	65	35	50	70	35	55	75	40	60	80	45	65	85
300	10	20	30	20	30	40	25	40	55	30	45	60	35	50	70	40	60	80	40	65	85	45	70	95	50	75	100	55	80	105	55	85	115
350	15	25	35							35	55	75	45	65	90	50	75	100	55	80	110	60	85	115	65	95	125	70	100	130	70	105	140
400	20	30	40							45	70	95	55	80	105	60	90	120	65	95	130	75	105	140	80	115	145	85	120	155	90	125	165
450	25	35	50										65	95	125	75	105	140	80	115	150	85	125	160	95	135	170	100	140	180	105	150	190
500	30	45	60										75	110	145	85	120	155	90	130	170	100	145	180	110	155	195	115	165	205	120	170	215
550	35	50	65										85	125	160	95	140	175	105	150	190	115	160	205	125	175	220	135	185	235	140	195	245
600	40	55	75										100	140	180				120	165	210	130	180	230	140	195	245	150	205	260	160	215	275
650	45	65	85																			145	205	255	160	215	270	170	230	285	180	240	300
700	50	70	95																			165	225	280	175	240	300	185	255	315	200	265	330
750	55	80	105																			180	245	305	195	260	325	205	275	345	215	290	360
800	60	90	115																														
900	75	105	135																														
1000	85	120	155																														
1050																																	
1100																																	
1200																																	

Vitesse du Vent 5m/s

ELS : effets létaux significatifs (dose de 1800 [(kW/m2/4/3).s])

IRE : premier effets létaux (dose de 1000 [(kW/m2/4/3).s])

IRE : effets irréversibles (dose de 600 [(kW/m2/4/3).s])

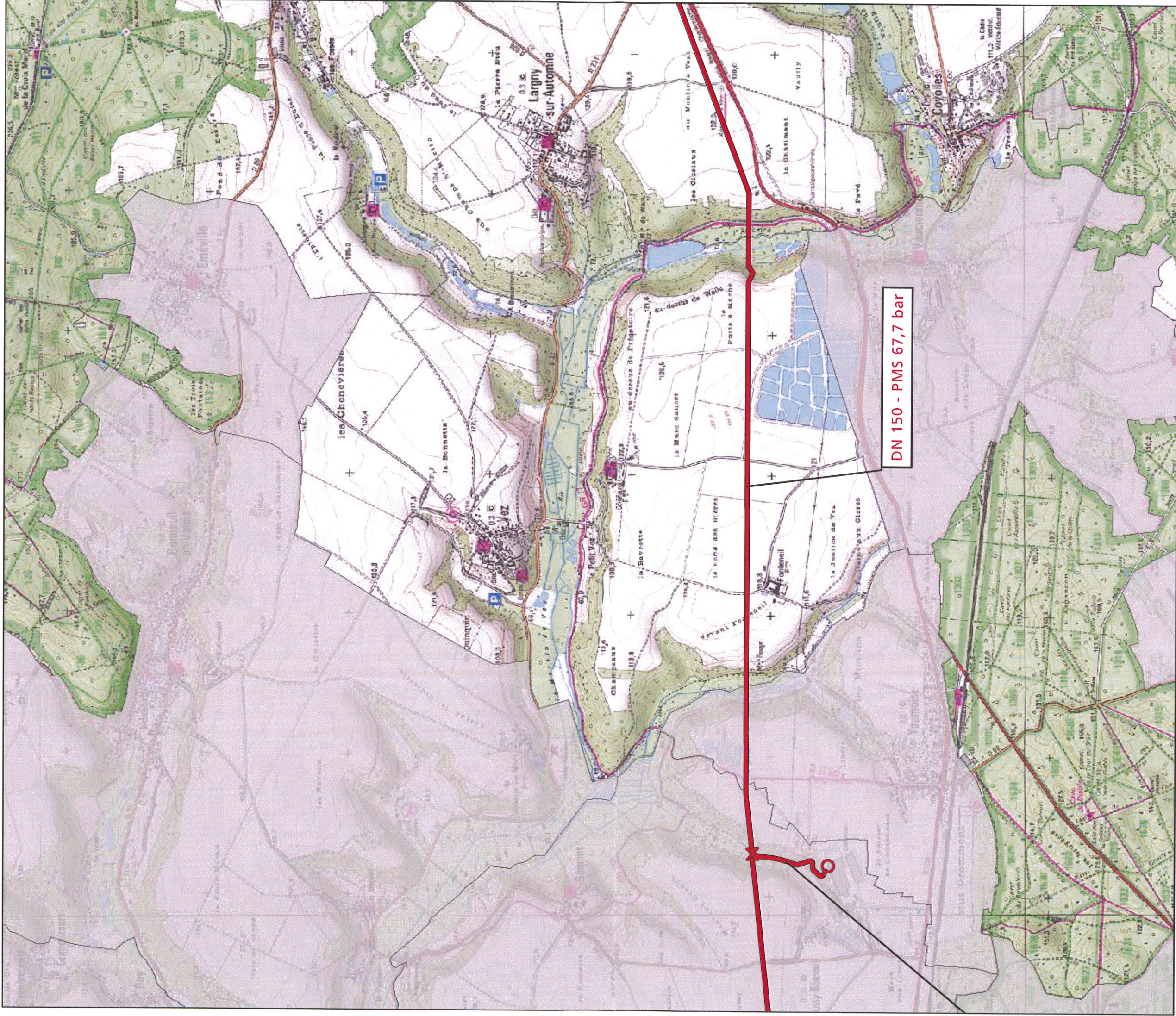
	60 Bar			67.7 Bar			75 Bar			80 Bar			85 Bar			94 Bar			100 Bar			110 Bar			120 Bar			150 Bar		
	ELS	IRE	DN	ELS	IRE	DN	ELS	IRE	DN	ELS	IRE	DN	ELS	IRE	DN	ELS	IRE	DN	ELS	IRE	DN	ELS	IRE	DN	ELS	IRE	DN	ELS	IRE	DN
80	5	10	15	5	10	15	5	10	20	5	10	20	10	12	20	10	15	20	10	15	25	15	25	35						
100	10	15	20	10	15	25	10	15	25	10	15	25	10	20	25	15	20	30	15	25	30	15	25	35						
125	15	20	30	15	25	30	15	25	35	15	25	40	15	30	40	20	30	45	20	35	45	20	35	50						
150	20	30	40	20	30	45	20	35	50	25	35	50	25	40	55	25	40	55	30	45	60	30	45	65						
200	30	50	65	35	55	70	40	60	75	40	60	80	40	60	85	45	70	90	45	70	95	50	75	100						
250	45	70	90	50	75	100	55	80	105	55	85	110	60	85	115	65	90	120	65	95	125	70	100	135						
300	60	90	120	65	95	125	70	105	135	75	105	140	75	110	145	85	120	155	85	125	160	90	130	165						
350	75	110	145	85	120	155	90	130	165	95	130	170	95	135	175	105	145	185	110	150	195	115	160	205						
400	95	135	170	100	145	185	110	155	195	110	160	200	115	165	210	125	175	220	130	180	230	135	190	240						
450	110	155	200	120	165	205	130	180	225	135	185	235	140	190	240	150	205	255	155	210	265	160	225	280						
500	130	180	230	140	195	245	150	205	260	155	210	265	160	220	275	170	235	295	180	245	305	190	255	320						
550	150	205	255	160	220	275	170	235	290	175	240	300	185	250	310	195	265	330	205	275	340	215	290	360						
600	170	230	285	180	245	305	190	260	325	200	270	335	205	280	345	220	295	365	230	305	380	245	325	400						
650	190	255	315	200	270	340	215	290	360	225	300	370	230	310	385	245	330	405	255	340	420	265	350	440						
700	210	280	350	225	300	370	240	320	390	245	330	405	255	340	420	275	365	445	290	375	460									
750	230	305	380	245	330	405	260	350	425	270	360	440	280	375	455	300	395	485	310	410	500									
800	250	335	410	270	355	435	285	380	460	295	390	480	305	405	495	330	430	525	340	445	540									
900	295	390	475	315	415	505	335	440	535	350	455	550	360	470	570	385	500	605	400	520	625	420	545	655						
1000	340	445	540	365	475	575	385	505	605	405	520	625	415	540	650	445	570	685	460	590	710	485	625	745						
1050	360	470	570	390	505	610	415	535	645	430	555	665	445	575	690	470	610	725	490	630	750	520	670	795						
1100	385	500	605	410	535	645	440	565	680	455	590	705	475	610	725	505	645	770	520	670	795	550	705	835						
1200	430	560	670	470	600	720	495	635	755	510	655	780	530	680	805	565	720	850	585	745	880	665	840	985						

PLAN LOCAL D'URBANISME

Commune : VEZ

Code INSEE : 60672

Date d'édition : 22/10/2015



Fond de plan - SCAN25 © IGN

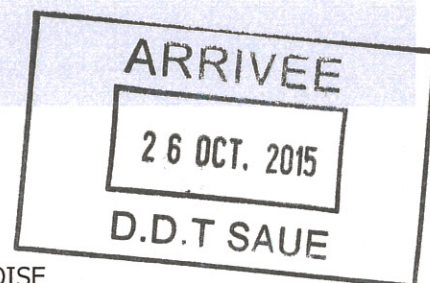


	Poste de coupure ou de sectionnement
	Poste de livraison client ou de distribution publique
	Poste de prédétente

Canalisation de gaz haute pression en service

Canalisation de gaz haute pression projetées

GRTgaz
Direction des Opérations
Pôle Exploitation Val de Seine
Département Est
14 rue Pelloutier
Croissy Beaubourg
77435 MARNE LA VALLEE Cedex2



VOS REF. Courrier du 13 OCT. 2015

NOS REF.

REF. DOSSIER TER-PAC-2015-60672-CAS-95246-D6T9V2

INTERLOCUTEUR Christophe DELMER

TÉLÉPHONE 03.20.13.67.94

MAIL rte-cdi-lil-scet-urbanisme@rte-france.com

FAX

OBJET Vez – Collecte des informations en vue du Porter à Connaissance

DDT de l'OISE

40 rue Jean Racine

BP 317

60021 BEAUVAIS CEDEX

A l'attention de M. Fabien Noyé

MARCQ EN BAROEUL, le 20/10/2015

Monsieur,

Nous faisons suite à votre courrier reçu le 13/10/2015, par lequel vous nous adressez, pour collecte des informations en vue de l'élaboration des documents d'urbanisme de la commune de Vez.

Nous vous informons que, sur le territoire couvert par ce document d'urbanisme sont implantés plusieurs ouvrages de transport d'énergie électrique.

- Ligne électrique aérienne à 1 circuit 63 000 volts RUSSY – VILLERS-COTTERET ;

Nous vous précisons à cet égard qu'il est important que nous puissions être consultés pour toute demande d'autorisation d'urbanisme, afin que nous nous assurions de la compatibilité des projets de construction avec la présence de nos ouvrages, au regard des prescriptions fixées par l'arrêté interministériel fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

Nous rappelons en outre que toute personne qui envisage de réaliser une construction au voisinage de nos ouvrages doit, après consultation du guichet unique (www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr), se conformer aux procédures de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) fixées par les articles R.554-1 et suivants du Code de l'Environnement.

Concernant le projet de PLU, il conviendrait :

- D'inclure, dans le rapport de présentation du PLU, le nom des ouvrages de transport d'énergie électrique existante;
- D'indiquer dans le règlement du PLU, aux chapitres spécifiques à chaque zone traversée par un ou plusieurs ouvrages existants :
 - Que les règles de prospect et d'implantation ne sont pas applicables aux ouvrages de transport d'électricité HTB (tension > 50 kV) ;
 - Que les ouvrages peuvent être modifiés ou surélevés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques ;
- Que sur les documents graphiques, le report du tracé des ouvrages existants soit réalisé de façon à faire apparaître clairement, par un surlignage sans ambiguïté, l'axe des implantations d'ouvrages, et que soient retranchées des espaces boisés classés, des bandes :
 - de 30 m de large de part et d'autre de l'axe des lignes 63 kV et 90kV,
- D'inclure dans les descriptions des servitudes d'utilité publique de type I4 concernant les lignes et canalisations électriques, les indications suivantes :
 - Le nom des lignes existantes susvisées ;
 - Les coordonnées du service d'exploitation du réseau de ces ouvrages, qui sont les suivantes :

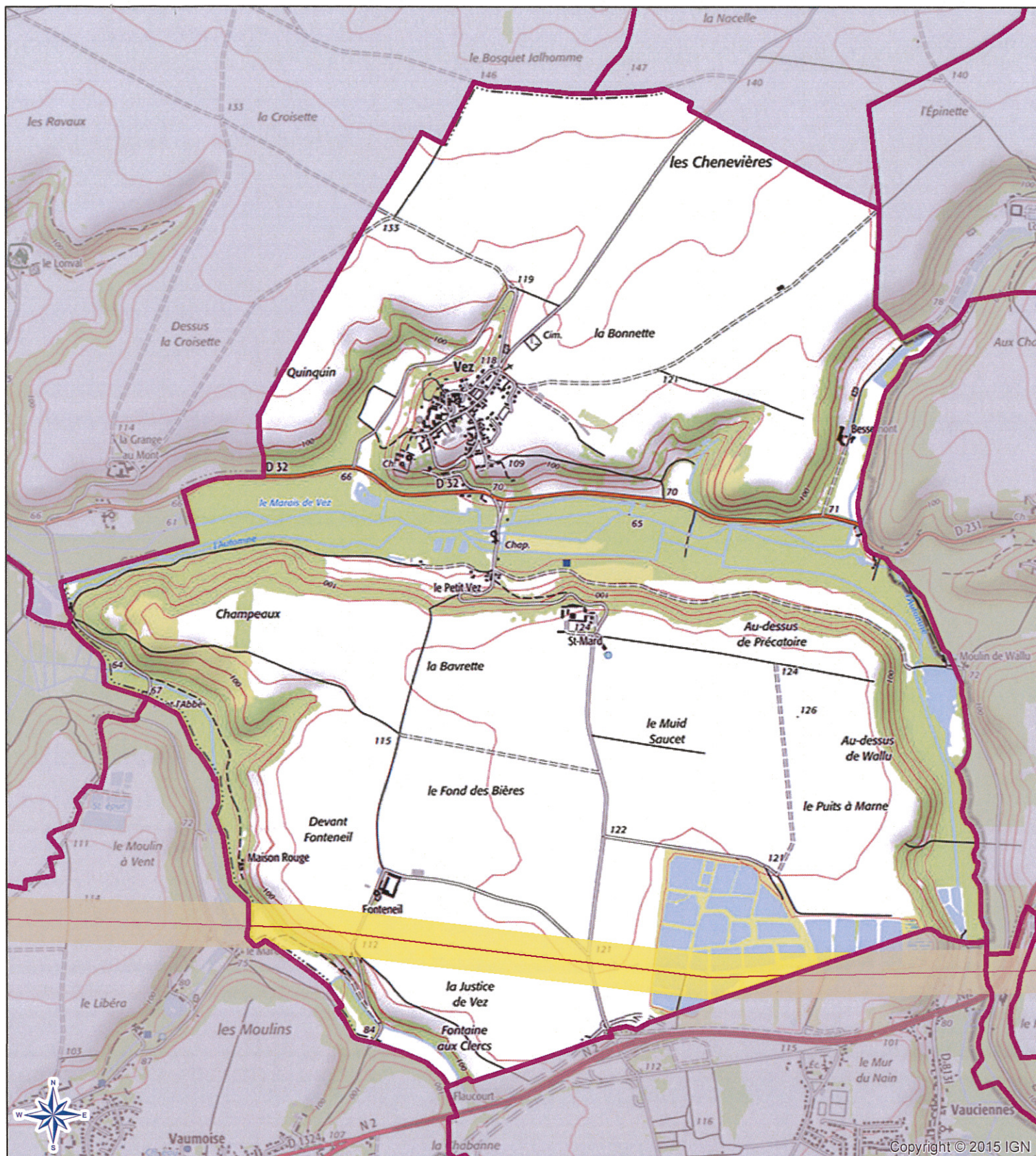
RTE
Groupe Maintenance Réseaux
NORD-OUEST
ZAC DES LOUVRESSES
14 AVENUE DES LOUVRESSES
92230 - GENNEVILLIERS
☎ 01 82 64 36 00

Restant à votre disposition pour vous fournir tout renseignement complémentaire que vous pourriez désirer, nous vous prions d'agréer, Monsieur , l'assurance de notre considération distinguée.

PJ : Carte
Annexe I4


Khalid ABDALLAOUI

Directeur Adjoint
Chef du Service
Etudes Décisionnelles



Copyright © 2015 IGN

Rte
Réseau de transport d'électricité

Commune de Vez
Département: OISE

Plan de zonage du réseau
de transport électrique de tension ≥ 45 kV

(décret n°91-1147 du 14 octobre 1991
arrêté du 16 novembre 1994)



Limite communale
 Zonage du réseau électrique de transport (aérien et souterrain)

0 250 500 Mètres
Barre d'échelle:

Réseau RTE sur la commune:

LIAISON 63kV NO 1 RUSSY - VILLERS-COTTERET

Carte réalisée par DDI/CDIL/SCET/CDR/2015
RTE ne pourra être tenu responsable de l'usage
qui pourrait être fait des données mises à disposition.
Fond de carte SCAN25 IGN (Licence n° 2010-DPGC03-83)

RTE
NORD-OUEST
14 AVENUE DES LOUVRESSES
92230 GENNEVILLIERS
Tél. 01 82 64 36 00

Date d'enregistrement : 20/10/2015 10:56:51
S:\demandes\2015\PLU\Vez\Vez.mxd
Utilisateur: Delmerchr

ELECTRICITE

1 - GENERALITES

Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques (ouvrages du Réseau Public de Transport (RPT) et du Réseau Public de Distribution (RPD)).

Servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres.

Articles 12 et 12 bis de la Loi du 15 juin 1906 modifiée.

Article 35 de la loi N°46-628 du 8 Avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz.

Loi N° 2000-108 du 10 février 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité.

Ordonnance N°58-997 du 23 Octobre 1958 (article 60) relative à l'expropriation portant modification de l'article 35 de la loi du 8 Avril 1946.

Décret N°67-886 du 6 Octobre 1967 sur les conventions amiables portant reconnaissance des servitudes de l'article 12 de la loi du 15 Juin 1906 et confiant au Juge de l'expropriation la détermination des indemnités dues pour imposition des servitudes.

Décret N°70-192 du 11 Juin 1970 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi N°46-628 du 8 Avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes.

Circulaire N°70-13 du 24 Juin 1970 (mise en application des dispositions du décret du 11 Juin 1970).

Article L.126 du code de l'urbanisme issu de la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 modifiée, précisant que les PLU et les POS restant doivent comporter en annexe les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol (ouvrages existants et à construire).

2 - PROCEDURES D'INSTITUTION

A - PROCEDURE

Les servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres bénéficient :

- aux travaux déclarés d'utilité publique (article 35 de la loi du 8 Avril 1946),
- aux lignes placées sous le régime de la concession ou de la régie réalisée avec le concours financier de l'Etat des départements des communes ou syndicats de communes (article 299 de la loi du 13 Juillet 1925) et non déclarées d'utilité publique.

La déclaration d'utilité publique des ouvrages d'électricité en vue de l'exercice des servitudes sans recours à l'expropriation est obtenue conformément aux dispositions des chapitres II et III du décret du 11 Juin 1970 susvisé. Elle est prononcée par arrêté préfectoral ou par arrêté du ministre chargé de l'Electricité et du Gaz selon les caractéristiques des ouvrages concernés telles qu'elles sont précisées auxdits chapitres.

La DUP d'un projet de ligne aérienne ou souterraine, est la reconnaissance de l'intérêt général qu'il présente.

La procédure d'établissement des servitudes est définie par le décret du 11 Juin 1970 en son titre II.

A défaut d'accord amiable avec les propriétaires, le concessionnaire adresse au Préfet par l'intermédiaire de l'ingénieur en Chef chargé du contrôle, une requête pour l'application des servitudes, accompagnée d'un plan et d'un état parcellaire indiquant les propriétés qui doivent être atteintes par les servitudes. Le Préfet prescrit alors une enquête d'une durée de 8 jours. Le demandeur notifie aux propriétaires concernés, les travaux projetés.

Le demandeur après avoir eu connaissance des observations présentées au cours de l'enquête, arrête définitivement son projet, lequel est transmis avec l'ensemble du dossier au Préfet, qui institue par arrêté les servitudes que le demandeur est autorisé à exercer après accomplissement des formalités de publicité mentionnées à l'article 18 du décret du 11 Juillet 1970 et visées ci-dessous en C.

Par ailleurs, une convention peut être passée entre le concessionnaire et le propriétaire ayant pour objet la reconnaissance desdites servitudes. Cette convention remplace les formalités mentionnées ci-dessus et produit les mêmes effets que l'arrêté préfectoral (décret du 6 Octobre 1967, article 1).

B - INDEMNISATION

Les indemnités dues à raison des servitudes sont prévues par la loi du 15 Juin 1906 en son article 12. Elles sont dues en réparation du préjudice résultant directement de l'exercice des seules servitudes.

Le préjudice purement éventuel et non évaluable en argent ne peut motiver l'allocation de dommages et intérêts, mais le préjudice futur, conséquence certaine et directe de l'état actuel des choses, peut donner lieu à indemnisation.

Dans le domaine agricole, l'indemnisation des exploitants agricoles et des propriétaires résulte du protocole d'accord conclu entre EDF, RTE, l'APCA et la FNSEA le 20 décembre 2005.

En cas de litige l'indemnité est fixée par le Juge de l'expropriation conformément aux dispositions des articles 2 et 3 du décret du 6 Octobre 1967 (article 20 du décret du 11 Juin 1970).

Ces indemnités sont à la charge du concessionnaire de la ligne. Les modalités de versement sont fixées par l'article 20 du décret du 11 Juin 1970.

Les indemnisations dont il est fait état ne concernent pas la réparation des dommages survenus à l'occasion des travaux. Ces dommages (dégâts instantanés) font l'objet d'une indemnisation propre définie par le protocole signé entre EDF, RTE, APCA, FNSEA, SERCE le 20 décembre 2006.

C - PUBLICITE

Affichage en mairie de chacune des communes intéressées, de l'arrêté préfectoral instituant les servitudes de passage des lignes électriques.

Notification au demandeur de l'arrêté instituant les servitudes.

Notification dudit arrêté par les maires intéressés ou par le demandeur, à chaque propriétaire et exploitant pourvu d'un titre régulier d'occupation et concerné par les servitudes.

3 - EFFETS DE LA SERVITUDE

A - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1°) Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des supports et ancrage pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, sur les toits et terrasses des bâtiments à condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur, sous les conditions de sécurité prescrites par les règlements administratifs (servitude d'ancrage).

Droit pour le bénéficiaire de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés sous les mêmes conditions que ci-dessus, peu importe que ces propriétés soient ou non closes ou bâties (servitude de surplomb).

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour les conducteurs aériens sur des terrains privés non bâtis qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes (servitude d'implantation). Lorsqu'il y a application du décret du 27 Décembre 1925 les supports sont placés autant que possible sur les limites des propriétés ou des cultures.

Droit pour le bénéficiaire de couper les arbres et les branches d'arbres qui se trouvent à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages.

2°) Obligations de faire imposées au propriétaire

- Néant

B - LIMITATION AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1°) Obligations passives

Obligation pour les propriétaires de réserver le libre passage et l'accès aux agents de l'entreprise exploitante pour la pose, l'entretien et la surveillance des installations. Ce droit de passage ne doit être exercé qu'en cas de nécessité et à des heures normales et après en avoir prévenu les intéressés, dans toute la mesure du possible et s'il est nécessaire d'accéder sur des toits ou terrasses.

2°) Droits résiduels du propriétaire

Les propriétaires dont les immeubles sont grevés de servitudes d'appui sur les toits ou terrasses ou de servitudes d'implantation ou

de surplomb conservent le droit de se clore ou de bâtir ; ils doivent toutefois un mois avant d'entreprendre l'un de ces travaux, prévenir par lettre recommandée, le concessionnaire.

Les règles déterminant les distances à respecter entre les ouvrages et toute construction sont définies dans l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

Les travaux à proximité de ces ouvrages sont réglementés par le décret 65-48 du 8 Janvier 1965 modifié qui interdit à toute personne de s'approcher elle-même ou d'approcher les outils, appareils ou engins qu'elle utilise à une distance inférieure à 5 mètres des pièces conductrices nues normalement sous tension. Il doit être tenu compte, pour déterminer cette distance, de tous les mouvements possibles des pièces conductrices d'une part, et de tous les mouvements, déplacements, balancements, fouettements ou chutes possibles des engins utilisés pour les travaux envisagés d'autre part.

Tout projet de construction à proximité des ouvrages existants repris ci-dessous, doit être soumis pour accord préalable à :

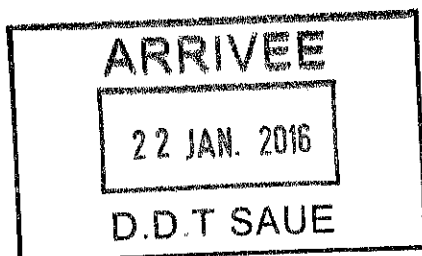
DREAL PICARDIE
44, rue Alexandre Dumas
80094 AMIENS Cedex 03

Liste des lignes électriques et postes :

- Ligne électrique aérienne à 1 circuit 63 000 volts RUSSY – VILLERS-COTTERET ;

3°)Espaces Boisés Classés (EBC) et Ouvrages Electriques

Il est rappelé que si une servitude a été instituée ou un couloir réservé, qu'il s'agisse d'une ligne HT ou THT, les POS ou PLU concernés ne doivent pas faire figurer en EBC les terrains surplombés par les lignes électriques. Un tel classement constituerait une erreur de droit. Une procédure de révision devrait être alors engagée pour supprimer l'EBC figurant sous les lignes dont il s'agit.



Service
Territorial de
l'Architecture
et du Patrimoine
de l'Oise

L'Architecte des Bâtiments de France
Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine de l'Oise
à
Madame Poirié
Direction départementale des territoires
Service de l'aménagement, de l'urbanisme et de l'énergie
40 rue Jean Racine
BP 317
60021 BEAUVAIS CEDEX

Compiègne, le vendredi 15 janvier 2016

Affaire suivie par Joël Semblat
E-mail : sdap.oise@culture.gouv.fr
Poste 69.40

Nos références LP/JS
Vos références Affaire suivie par Fabien Noyé
PJ : copie art.L111-8-2 du Code de l'urbanisme

COMMUNE DE VEZ
ELABORATION DU P.L.U.
prescrit par délibération le 11 septembre 2015
Collecte des informations en vue du porter à connaissance

ARCHITECTURE

Palais National
Pl. du Gal. De Gaulle
60200 COMPIEGNE

Afin de respecter l'environnement urbain existant, l'évolution du bâti devra être respectueuse des caractéristiques architecturales traditionnelles et locales existantes sur la commune.

Le bâti ancien sera préservé et restauré avec les matériaux et mises en œuvre d'origine, de manière à conserver ses caractéristiques authentiques.

Implantation des constructions

Les constructions seront implantées de manière à s'adapter au mieux au terrain naturel afin de minimiser les remblais ou déblais. Il conviendra le cas échéant de donner un aspect naturel à ceux-ci lors de leur constitution (pentes adoucies, absence de rupture de pentes brutales avec le terrain naturel, végétalisation...). Les seuils des constructions n'excèdera – 35 ou + 35 cm par rapport au terrain naturel.

On veillera à ce que l'implantation des constructions soit en adéquation avec la structure urbaine traditionnelle environnante.

Les plans rectangulaires seront privilégiés.

Hauteur des constructions

Les hauteurs du bâti existant devront être conservées, sans surélévation, afin de préserver la lecture urbaine, actuellement ponctuée par certains repères existants dont le château, l'église et la ferme.

Ce point devra être généralisé à l'ensemble de la commune du fait de la topographie des lieux.

Tél : 03 44 38 69 40
Fax : 03 44 40 43 74

Aspect extérieur

Aspect

Les habitations nouvelles devront retrouver, dans leur architecture et leurs matériaux de constructions, des similitudes avec les maisons anciennes de la commune.

Il sera demandé une réfection des bâtiments anciens dans le même esprit pour éviter l'apparition de matériaux inadaptés ou d'éléments standards incompatibles avec l'architecture traditionnelle locale ou avec les matériaux anciens de construction et qui auraient pour finalité de dénaturer leur aspect typique.

Ne sont donc pas compatibles avec le respect du bâti traditionnel les architectures étrangères à la région, du type " balcon savoyard ", " tour périgourdine ", " maison en bois " (autres que pans de bois à colombages), " habitation uniquement enduite " ou faisant des emprunts stylistiques aux architectures extra régionales.

Couvertures : tuile plate, tuile mécanique, ardoise

Les pentes des toitures seront comprises de 35° à 45° par rapport à l'horizontale. Les pentes de toitures de vérandas ou petites annexes ne feront pas moins de 15°.

Les couvertures seront soit en tuiles plates en terre cuite de teinte brun-rouge (à l'exclusion des tuiles dites ardoisées) de petits moules (70 à 80/m2) avec un minimum de 22/m2. Sont également acceptées ponctuellement les ardoises naturelles pour des annexes ou vérandas du zinc patiné quartz pour des raisons techniques ou esthétiques de discrétion (toitures faites de pentes).

Les couvertures en ardoises et en petites tuiles plates existantes seront préservées et restaurées. Seront interdites les couvertures en tôles de toutes natures. Ces couvertures en bardeaux bitumeux peuvent être acceptés pour les couvertures d'annexes et des constructions légères discrètes dans le paysage (aspect « tuiles » ou « ardoises »), type abri de jardin, niches...

Les toits-terrasses peuvent être tolérés à l'arrière des maisons sous réserve d'une bonne intégration volumétrique. Ils doivent être végétalisés et limités à un quart de l'emprise du bâti, et un seul niveau (RDC).

Pour les bâtiments d'activités économiques, les toitures seront en tuiles et en ardoises fibrociment noires ou plaques de fibro-ciment ton ardoise ou tuile et les bardages en bois ou tôles.

Pour la réfection ou l'extension ou la création des bâtiments à usage agricole, les matériaux seront en fibrociment de teinte sombre. Dans le cas de bâtiments agricoles existants ou à créer en centre-bourg ou très proches, des matériaux naturels (zinc patiné, tuiles, ardoises) peuvent être demandés, selon l'environnement bâti et paysager. Le bardage sera réalisé en bois naturel.

Façades : matériaux autorisés : enduits, pierre calcaire, briques, bois (menuiseries)

Si un monument ou un élément du patrimoine est proche et/ou si les maisons voisines sont en pierre, les façades seront à parement pierre de taille naturelle et/ou en moellons naturels enduits à pierre vue, à préciser au cas par cas avec l'Architecte des Bâtiments de France.

Outre le respect des couleurs du nuancier CAUE traditionnel de la commune, les menuiseries reprendront les caractéristiques d'origines de celles présentes sur les bâtiments anciens et typiques de la commune (fenêtres généralement en bois à peindre à 6 carreaux avec petits bois picards). Elles seront nettement plus hautes que larges dans un rapport de 1,5 minimum. Il convient également d'indiquer que les menuiseries en PVC ou aluminium ou fibres de verre ne sont pas compatibles avec le respect du bâti traditionnel.

Néanmoins, l'aluminium ou l'acier peuvent être acceptés dans le cas d'architectures élancées (vérandas, jardins d'hivers, constructions type « ateliers »).

On ajoutera le cas des bâtiments agricoles s'ils existent : « pour la réfection ou l'extension ou la création des bâtiments à usage agricole, pour les couvertures selon la proximité du monument, des matériaux plus qualitatifs pourront être demandés : fibrociment format ardoise, ardoise naturelle ... Le bardage en tôle est proscrit, le bardage sera réalisé en bois naturel ».

Ouvertures

Les baies seront plus hautes que larges. Les portes d'entrée en retrait de la façade, les frontons et les porches à colonnes en avancée ne sont pas autorisés.

Il convient de préciser que les baies seront équipées de volets battants pleins ou persiennés (lames arasées à la Française) en bois peint.

Tout percement sera axé sur les baies ou trumeaux des étages inférieurs.

Sur les autres versants, les fenêtres de toit n'excéderont pas 78 x 98 cm et seront posés dans le sens de la hauteur, avec un meneau vertical.

Les volets roulants ne sont pas compatibles avec le respect du bâti traditionnel. Ceux-ci ne sont pas autorisés sur les constructions de bâtiments traditionnels et les architectures d'accompagnement de ce bâti (constructions neuves).

Annexes :

Les vérandas seront implantées côté arrière des bâtiments, non visibles de la rue et des espaces publics.

Concernant les ouvertures de combles habitables : seules les lucarnes à la capucine sont autorisées pour l'éclairage des combles côté rue. En cas d'impossibilité de réalisation de lucarnes, un seul châssis de toit traditionnel avec vitrage en deux parties séparé par un meneau pourra être autorisé côté rue avec une taille maximum de 52 x 70 cm de haut.

Pour les portes de garage, il est utile de préciser qu'elles seront habillées de lames de bois verticales peintes, sans imitation de panneaux ou relief et sans vitrage. Ces portes ne seront pas sectionnelles horizontalement. La porte de garage n'excédera pas 2,4 mètres de large pour une hauteur minimum de 2,15 m, sa hauteur sera alignée sur les linteaux des autres baies. Les garages accessibles directement depuis la voie publique, par une rampe donnant en dessous ou au-dessus de la rue, ne sont pas acceptés.

Les abris de jardin seront en bois naturel, couverture tuiles ou bardeaux ...

Les locaux techniques ou installations techniques (exemple : local pompe de piscine, chaufferie...) doivent être intégrés au bâti principal ou faire l'objet d'une recherche d'intégration prenant en compte le bâti annexe, les constructions voisines, la structure végétale existante et les plantations à créer.

Clôtures :

Il est souhaitable de préciser à cet article qu'outre l'interdiction des clôtures réalisées en plaques de béton, il faut également interdire les clôtures en poteaux béton y compris celles en PVC ou aluminium ou uniquement en maçonnerie enduite qui ne sont pas compatibles avec le respect du bâti traditionnel.

Les murs de moellons ou pierres de taille quand ils existent seront préservés et restaurés. Les autres clôtures seront constituées de haies vives d'essences locales (les thuyas et les haies taillées au carré ne sont pas acceptés) protégées par un grillage simple torsion. Les treillis soudés ou panneaux rigides ne sont pas autorisés. Les murs de clôtures seront doublés de haies vives composés d'essences locales.

Les murs de clôture traditionnels ne pourront être démolis sauf dans le cas de la création d'une ouverture permettant l'accès de véhicule au terrain qu'ils bordent ou d'un portillon permettant l'accès piétons tout en conservant un linéaire suffisant de mur de clôture.

Stationnement :

On recommandera de mutualiser les stationnements. Ce regroupement vise à éviter l'éparpillement du stationnement sur les parcelles au profit d'une seule unité de parking en cœur de l'îlot ou en bande de parcelle en parcelle. Les surfaces de stationnement devront faire l'objet d'un traitement paysager. Le regroupement des plantations de type bosquet sera privilégié avec un nombre impair de plants (3 à 7 maximum). La taille des arbres sera au minimum de 3 mètres de haut. Le nombre d'arbres est de 1 pour 3 places de stationnement.

Espaces libres et plantations :

Il est obligatoire de planter 1 arbre minimum par 100 m² de terrain.

A proximité des bâtiments agricoles, les plantations seront constituées de haies vives en port libre, c'est-à-dire non taillées, avec une hauteur de 6 mètres minimum et d'arbres de hautes tiges en avant des hangars.

Dispositifs de performances énergétiques et environnementales

Concernant l'article L111-6-2 du code de l'urbanisme (voir copie article L111-6-2 ci-jointe) qui prévoit qu'on ne peut s'opposer à l'utilisation de « matériaux renouvelables ou de matériaux ou procédés de construction permettant d'éviter l'émission de gaz à effet de serre, à l'installation de dispositifs favorisant la retenue des eaux pluviales ou la production d'énergie renouvelable correspondant aux besoins de la consommation domestique des occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernés », il est rappelé que les PSMV, ZPPAUP, abords de Monuments Historiques, site inscrit ou site classé permettent de déroger au 1^{er} alinéa de cet article.

Néanmoins, pour prendre en compte le grand paysage et les points de vues sur les espaces protégés, il conviendra de créer un périmètre délimité (après avis ABF) permettant de s'opposer à toute demande portant sur les travaux cités précédemment.

Dans ce périmètre à créer, comme dans les espaces protégés on prendra en compte les prescriptions suivantes pour les dispositifs à économie d'énergie et les nouvelles technologies :

- Les panneaux photovoltaïques solaires ou thermiques ne seront pas autorisés en toiture sauf pour les annexes en fond de jardin. Ils ne devront pas être visibles ni des rues ni des espaces publics, des routes, des chemins traversant les paysages et les espaces protégés. Ils seront de préférence posés au sol. Leur couleur, aspect et géométrie sera en rapport avec le matériau de support dominant. Les panneaux solaires thermiques recouverts d'ardoise naturelle peuvent être acceptés sur une couverture de même matériau.
- Les antennes paraboliques, les climatisations, les autres accessoires techniques liés à de nouvelles technologies visibles de l'espace normalement accessible au public ne seront autorisés qu'à condition qu'ils s'insèrent harmonieusement au tissu bâti existant.
- Les éoliennes individuelles (micro-éoliennes) ne seront pas autorisées dans les espaces protégés, afin de préserver les vues et les perspectives sur les Monuments Historiques, leurs abords et sites protégés. Elles ne devront pas être visibles des rues ou espaces protégés, ni dans les cônes de vues sur ces espaces.

PATRIMOINE :

☒ **MONUMENTS HISTORIQUES :**

- Église : inscription par arrêté du 3 avril 1926
- Château : classement par arrêté du 13 juin 1904
- Ferme de Saint-Mard - Façades et toitures du bâtiment à tourelles : inscription par arrêté du 23 février 1951

Eléments à préserver au titre de l'article L. 123-1-5 7° du Code de l'urbanisme :

Au regard de la sensibilité patrimoniale et paysagère de la commune, le projet de PLU prendra en compte dans une annexe les « éléments du patrimoine inventoriés » en application de l'article L. 123-1-5 7° du Code de l'urbanisme qui stipule que le PLU peut « identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou écologique et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur protection ».

Eléments remarquables :

- le moulin de Wallu (rivière de l'Automne) ;
- le jardin d'inspiration médiévale du château ;
- les anciennes galeries de carrières de pierres (butte du château, sous la ferme de Saint-Mard, du village) ;

Eléments structurants du patrimoine urbain et paysager à protéger :

- Préserver le caractère pittoresque du village ;
- Préserver les zones naturelles ;
- Préserver les vues et les perspectives sur le château, l'église et la ferme ;

La commune de VEZ est repérée dans *l'Atlas des paysages de l'Oise* comme paysage emblématique de la « **Vallée de l'Automne** » (village possédant un grand ensemble bâti et fortifié surplombant la vallée de l'Automne).

Participation souhaitée du service territorial de l'architecture et du patrimoine de l'Oise en tant que de besoin.

Par ailleurs, le STAP demande l'envoi de documents papiers, les plans étant difficilement exploitables à l'échelle A4 ou A3.

L'Architecte des Bâtiments de France,
Adjoint au Chef du Service Territorial
de l'Architecture et du Patrimoine,
de l'Oise

Laurent PRADOUX



**Chemin :****Code de l'urbanisme**

- ▶ Partie législative
 - ▶ Livre I : Règles générales d'aménagement et d'urbanisme
 - ▶ Titre I : Règles générales d'utilisation du sol.
 - ▶ Chapitre I : Règles générales de l'urbanisme.

Article L111-6-2

- ▶ Modifié par LOI n°2014-366 du 24 mars 2014 - art. 158 (V)

Nonobstant les règles relatives à l'aspect extérieur des constructions des plans locaux d'urbanisme, des plans d'occupation des sols, des plans d'aménagement de zone et des règlements des lotissements, le permis de construire ou d'aménager ou la décision prise sur une déclaration préalable ne peut s'opposer à l'utilisation de matériaux renouvelables ou de matériaux ou procédés de construction permettant d'éviter l'émission de gaz à effet de serre, à l'installation de dispositifs favorisant la retenue des eaux pluviales ou la production d'énergie renouvelable correspondant aux besoins de la consommation domestique des occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernés. La liste des dispositifs, procédés de construction et matériaux concernés est fixée par voie réglementaire. Le présent alinéa ne fait pas obstacle à ce que le permis de construire ou d'aménager ou la décision prise sur une déclaration préalable comporte des prescriptions destinées à assurer la bonne intégration architecturale du projet dans le bâti existant et dans le milieu environnant.

Le premier alinéa n'est pas applicable dans un secteur sauvegardé, dans une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager créée en application de l'article L. 642-1 du code du patrimoine, dans le périmètre de protection d'un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques défini par l'article L. 621-30 du même code, dans un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement, à l'intérieur du cœur d'un parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du même code, ni aux travaux portant sur un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques ou adossé à un immeuble classé, ou sur un immeuble protégé en application du 2° du III de l'article L. 123-1-5 du présent code.

Il n'est pas non plus applicable dans des périmètres délimités, après avis de l'architecte des Bâtiments de France, par délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, motivée par la protection du patrimoine bâti ou non bâti, des paysages ou des perspectives monumentales et urbaines. L'avis de l'architecte des Bâtiments de France est réputé favorable s'il n'est pas rendu par écrit dans un délai de deux mois après la transmission du projet de périmètre par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme. Le projet de délibération est mis à la disposition du public en vue de recueillir ses observations pendant une durée d'un mois avant la réunion du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public.

A compter de la publication de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, toute règle nouvelle qui, à l'intérieur d'un des périmètres visés aux deux alinéas précédents, interdirait ou limiterait l'installation des dispositifs énumérés au premier alinéa fait l'objet d'une justification particulière.

Le premier alinéa est applicable six mois après la publication de la même loi.

Liens relatifs à cet article**Cite:**

LOI n° 2010-788 du 12 juillet 2010
Code de l'urbanisme - art. L123-1-5
Code de l'environnement - art. L331-2
Code de l'environnement - art. L341-1
Code du patrimoine - art. L621-30
Code du patrimoine - art. L642-1

Cité par:

Code de l'urbanisme - art. R*111-50-1 (V)
Code de l'urbanisme - art. R*123-13 (VD)
Code de l'urbanisme - art. R111-50 (V)